



**PRÉFET
DU CANTAL**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Arrêté préfectoral complémentaire n°2023-1797

**modifiant l'arrêté préfectoral n°2003-460 du 11 avril 2003
autorisant la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac à exploiter
une unité d'incinération de boues de stations d'épuration
sur le territoire de la commune d'Arpajon-sur-Cère**

Le préfet du Cantal

Vu le code de l'environnement, parties législative et réglementaire du titre 1^{er} du livre V, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

Vu le décret du 29 juillet 2022 du président de la République portant nomination de Monsieur Laurent BUCHAILLAT préfet du Cantal ;

Vu le décret du président de la République du 22 septembre 2023 portant nomination de M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 modifié relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2003-460 du 11 avril 2003 autorisant la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac à exploiter une unité d'incinération de boues de stations d'épuration sur le territoire de la commune d'Arpajon sur Cère, complété par l'arrêté préfectoral n°2010-909 du 7 juillet 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2023 – 1586 du 09 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Hervé DEMAI, secrétaire général de la préfecture du Cantal ;

Vu la déclaration de modification du 23 décembre 2022 formulée par Monsieur Pierre MATHONIER, président de la Communauté d'Agglomération du Bassin d'Aurillac ;

Vu le dossier déposé à l'appui de cette déclaration ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 14 novembre 2023 ;

Vu le courrier transmis à l'exploitant le 8 septembre 2023 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté préfectoral complémentaire ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant confirmée par son courrier du 24 octobre 2023 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens du I de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, les prescriptions doivent être actualisées ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation telles qu'elles sont définies par l'arrêté d'autorisation modifié par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : LISTE DES RUBRIQUES RELEVANT DE L'AUTORISATION

Le tableau figurant à l'article 1 de l'AP n°2003-460 est remplacé par :

N° RUB.	DESIGNATION DE LA RUBRIQUE ACTIVITES DANS LA NOMENCLATURE	ACTIVITE VISEE	QUANTITE	REGIME (1)
2771	Installation de traitement thermique de déchets non dangereux	Incinération de boues de stations d'épuration urbaines	Capacité annuelle maximale : 6480 tonnes à 25 % de siccité (± 2%) Puissance thermique maximale : 2500 kWh Capacité maximale horaire d'incinération : 0,234 t/h de matière sèche (boues PCI matière organique des boues de 20 000 à 24 000 kJ/kg)	A

(1) Régime de l'activité : A – Autorisation

L'alinéa qui suit le tableau est remplacé par :

« Les déchets traités proviendront, pour une quantité annuelle maximale de 6480 tonnes à 25 % de siccité ± 2 %, de différentes stations d'épuration des eaux urbaines de la communauté d'agglomération, la part essentielle provenant de la station d'épuration des eaux de « Souleyrie » à Arpajon sur Cère. »

ARTICLE 2 : ACTUALISATION DE PRESCRIPTIONS DANS LE CADRE DES MODIFICATIONS ENGAGEES

A l'article 3-6, la phrase « Elles ne devront pas séjourner dans la fosse plus de 6 heures » est supprimée.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Cantal pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie, dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

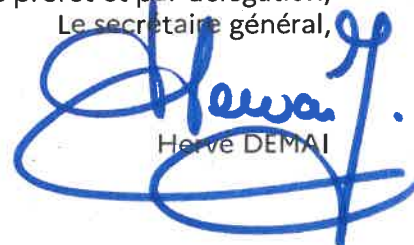
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Cantal, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargé de l'inspection des installations classées, le maire d'Arpajon-Sur-Cère, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à l'exploitant.

Fait à Aurillac, le **16 NOV. 2023**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Hervé DEMAI